

Rwanda

Sur le Rwanda, vous savez que la France fait face à ce problème, avec bien peu de concours, à l'exception des Sénégalais, par la création des zones humanitaires de sécurité. Et il y a ce problème prévu, évidemment, mais qui se pose d'une manière plus pressante chaque jour, celui des personnes déplacées devant l'évolution du front dans la guerre civile qui se déroule là-bas. Il s'agit de 850 000 à plus d'un million de personnes qu'il faudra savoir et pouvoir aider pour éviter un nouveau drame de grande ampleur. C'est une situation de détresse et nous souhaitons vraiment que des organisations internationales, des organisations humanitaires se mobilisent. La France continue sa mission, en conformité avec le mandat qui lui a été fixé par les Nations unies. Elle attend la relève. Elle a d'ailleurs annoncé ce qu'elle entendait faire et il nous semble, à l'issue de cette réunion et au vu des informations reçues, qu'il y aurait peut-être un peu plus de sentiment d'urgence qu'il n'y en avait ces derniers jours.

J'ai observé, tout de même, avec intérêt, et même avec une certaine satisfaction, que ce que l'on appellera le G8, a tenu à marquer une reconnaissance particulière des efforts accomplis par la France, qualifiés de "méritoires".

Voilà, je vais m'arrêter là. Vous avez la déclaration présidentielle. Elle comporte douze points. Selon le degré d'intérêt que vous portez à tel ou tel de ces points, je suis à votre disposition.

perts en matière politique, qui ont l'habitude de traiter collectivement des grandes affaires. La présidence a bien fait son travail, c'est tout ce que je peux en dire. Quand aux capacités de M. Berlusconi comme Président du Conseil des ministres italien, c'est un autre sujet, sur lequel je n'ai pas à m'exprimer d'ailleurs. Que cela ne soit pas considéré comme une réserve supplémentaire : simplement, ce n'est pas le sujet. On a été très bien reçus, je dois le dire, par le Président Scalfaro également.

Rwanda - soutien du G7 à l'action de la France

Q - En quels termes avez-vous souhaité qu'un hommage soit en quelque sorte rendu dans le communiqué final à l'action de la France au Rwanda ?

R - Le texte qui nous a été soumis, celui de la présidence, n'était pas du tout négatif, mais il était atone, et j'ai souhaité qu'on puisse constater quand même que la France avait rempli un rôle positif dans le déroulement de cette affaire. Je dois dire que cela n'a pas fait la moindre difficulté et qu'au fond c'était une question de rédaction. Naturellement, nous Français, nous étions plus sensibles que d'autres à cette rédaction. En terme de pure analyse des termes, il n'y avait rien à redire au texte précédent qui était passé, d'ailleurs, par les ministres des Affaires étrangères. Un petit quelque chose de plus, cela nous a fait plaisir parce que cela a marqué une solidarité sur l'opportunité de notre intervention.

Relais avec la MINUAR II - solution politique - aide humanitaire

Q - Monsieur le Président, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères se rendent demain à New York pour rencontrer le Secrétaire général des Nations unies et les membres du Conseil de sécurité. Qu'est-ce que la France attend de ce contact avec les Nations unies ? Est-ce que la France attend que la Minuar 2 se déploie très vite au Rwanda ? Qu'est-ce que la France va dire aux Nations unies ?

R - La France a indiscutablement besoin de fournir des explications. Cette affaire du Rwanda a été présentée dans une première phase d'une telle manière que la France s'est trouvée en situation je ne dis pas d'accusée, mais l'expression la plus habituelle, c'était : "la France n'était pas la mieux placée pour", etc. Cela reposait sur une analyse que je crois infondée de la position de la France qui était à l'origine des accords d'Arusha. Ces accords avaient prévu, d'ailleurs, la désignation d'un Premier ministre : cela, c'était au mois d'août 1993, et c'est ce Premier ministre qui vient de prendre ses fonctions maintenant, dans un rapport de force inversé à l'issue des combats naturellement.

Donc, la France a besoin de continuer à bien expliquer le processus historique qui l'a conduite à intervenir, jusqu'à envoyer 2 500 hommes et à instaurer des zones humanitaires de sécurité, avec le soutien des Nations unies. Elle doit rappeler qu'elle n'est venue que pour des raisons humanitaires et donc circonstancielles, qu'elle souhaite retirer ses troupes comme elle l'avait d'ailleurs elle-même sollicité des Nations unies, l'an passé.

Car les accords d'Arusha conclus, je le répète, en

août 1993, comportaient - et c'est ce qui s'est produit - l'arrivée d'une force de Casques bleus se substituant aux forces françaises qui ne désiraient aucunement rester sur place. Puis par la suite, l'assassinat du Président Habyarimana et du Président du Burundi, qui se trouvait avec lui, la période de grands désordres, de grandes peurs, de grands massacres - jusqu'au génocide - a fait que les Français se sont remis à la disposition de tous pour rapatrier les étrangers civils et militaires, désireux de quitter ce pays. Ce n'est qu'un peu plus tard que nous avons, devant une situation d'horreur, décidé d'envoyer la troupe d'élite, qui se trouve là-bas sur le terrain.

Afrique du Sud - Palestine

Q - Monsieur le Président, vous avez rencontré successivement M. Mandela et M. Arafat qui tous les deux vous ont parlé du G7 en vous disant : "il serait bien que le G7 s'occupe un peu de nos problèmes". Maintenant que les travaux sont terminés, est-ce que vous pensez qu'ils sont satisfaits de la manière dont le G7 a traité leurs problèmes ?

R - Ce qu'ils en penseront ? D'abord ils penseront qu'on ne les a pas oubliés puisque l'un des paragraphes est spécialement consacré à l'Afrique du Sud et qu'il est rappelé que l'aide aux Palestiniens doit être mise en œuvre sans délai. En tout cas, une réponse déjà satisfaisante leur a été apportée. Je crois qu'ils attendent plus que les propos que nous tenons ici : ils attendent qu'effectivement, les moyens économiques et financiers dont ils ont besoin leur soient remis. Pour les Palestiniens, c'est une question de semaines : je crois que les accords évoquent le mois d'août. Pour l'Afrique du Sud, c'est nouveau d'une certaine manière : mais la situation dramatique de ce pays ne permet pas d'attendre longtemps. Je pense que cette réunion de Naples aura permis d'avancer et de raccourcir les délais d'une façon utile.

Participation de la Russie - évolution vers un G8

Q - Monsieur le Président, c'est le troisième Sommet auquel assiste, M. Boris Eltsine, c'est vrai avec un statut un peu modifié. Quelle est la contribution de la Russie aux discussions des Occidentaux ? Et deuxième question : quand pensez-vous que la Russie pourra véritablement faire partie du G7 et donc que le G7 devienne le G8 ?

R - Moi, je commence à avoir pris l'habitude de rencontrer M. Eltsine à la fin des Sommets des 7, ou à la fin, ou au début, des réunions européennes. Mais ce qui est vrai, c'est que jusqu'alors, nous discutons avec M. Eltsine des problèmes de la Russie : cette fois-ci M. Eltsine a pris part aux discussions politiques sur toutes les questions figurant dans la déclaration présidentielle qui vous a été remise. Il y a donc un changement de nature. Il est tout à fait probable que désormais on ne parlera plus, sur les questions politiques, que des "sommets des huit". Mais, je ne peux pas vous le garantir, je pense qu'il s'écoulera encore un peu de temps avant que l'on puisse parler de sommets des huit sur le plan économique.